



LES FAMILLES INTERPELLENT LES CANDIDATS AUX ELECTIONS PRESIDENTIELLES ET LEGISLATIVES

La voix des familles

1.1 Quelle place accorderez-vous aux unions d'associations familiales chargées de représenter officiellement l'ensemble des familles, dans les différentes instances de décision ?

Réponse : celle qu'elles ont actuellement est importante et doit être maintenue

L'organisation territoriale

1.2 Entendez-vous faire évoluer la loi du 16 mars 2010 :

- ▶ Maintiendrez-vous l'échelon départemental ? Si oui, avec quels domaines d'attribution ?
- ▶ Comptez-vous rétablir la clause de compétence générale pour l'ensemble des échelons, ou, tout du moins, permettre l'intervention de plusieurs niveaux de collectivités territoriales pour financer en commun des réalisations dans le champ de la politique familiale et sociale ?

Réponse :

- non

-non , je suis favorable à la clarification des compétences, ce qui ne diminue les financements mais les regroupe et simplifie



1.3 Vous engagez-vous à faire inscrire dans la loi l'existence et les missions des Unions Régionales des Associations Familiales (URAF) ?

Réponse : oui

Les instances nationales

1.4 Êtes-vous d'accord pour que les travaux du HCF soient présentés une fois par an, lors d'une réunion de l'ensemble des membres à Matignon, sous la présidence du Premier ministre ?

Réponse :

Oui

1.5 Vous engagez-vous à la nomination d'un ministre en charge de la famille ?

Réponse : oui , nous en avons toujours eu sous la précédente majorité

Les grands principes de la politique familiale

2.1 Partagez-vous cette analyse de l'UNAF sur les clés de réussite d'une politique familiale ?

Réponse : quelle analyse ?

2.2 Défendez-vous les principes mentionnés : universalité, liberté de choix, pérennité ?

Réponse : oui

Des allocations familiales universelles et non imposées

2.3 Garantisseriez-vous que les allocations familiales resteront universelles et ne seront pas soumises à des conditions de ressources ?



Réponse : oui absolument, la politique familiale n'est pas une politique sociale . C'est ainsi qu'elle a été voulue par le général e Gaulle et c'est ce qui permet à la France d'avoir aujourd'hui un taux de natalité qui garantit le renouvellement de la population.

2.4 Les allocations familiales n'étant pas des revenus mais une compensation de charges, garantissez-vous qu'elles ne seront pas imposées ?

Réponse : oui

2.5 Êtes-vous favorable au maintien des allocations familiales au dernier enfant d'une fratrie ?

Réponse : oui

La réduction des déficits publics et le financement de la protection sociale

2.6 Quelles mesures allez-vous prendre pour réduire le déficit public ?

Réponse :

Continuer à diminuer la dépense publique et favoriser la croissance par l'investissement comme l'a fait le précédent gouvernement

2.7 Plus précisément, en ce qui concerne le financement de la Sécurité sociale, modifierez-vous les sources et les niveaux de financement ?

Réponse : oui par la TVA anti délocalisation

2.8 En ce qui concerne plus spécifiquement la « branche famille », vous engagez-vous :

▶ à mettre fin au transfert des dépenses au détriment de la « branche



famille » ?

▸ à garantir le maintien du niveau de financement ?

Réponse :

- Je ne pense pas que la branche famille ait été sacrifiée

- Oui

Une fiscalité juste et équitable pour les familles

2.09 Prévoyez-vous une réforme fiscale ?

Réponse :

Non, Pas au détriment des classes moyennes et des familles , pas de quotient familial

2.10 Si oui, comment la dimension familiale (situation conjugale et présence d'enfant(s)) sera-t-elle prise en compte pour chacun des impôts et prélèvements sociaux, notamment en ce qui concerne l'IR, la CSG, les impôts locaux, les éventuels « impôts verts » ?

Réponse : sans objet

2.11 En particulier, en ce qui concerne l'IR :

- Prévoyez-vous une retenue à la source ?
- Maintiendrez-vous le quotient conjugal et le quotient familial ?
- Envisagez-vous de modifier le montant du plafond de la somme des déductions fiscales ?
- Envisagez-vous d'ajouter une (des) tranche(s) supplémentaire(s) ?

Réponse :

Non

Oui

Non

Non



modalités ?

Réponse : oui , elle a été votée ! voir la loi qui entre en vigueur au 1^{er} juillet

Dépendance et handicap : soutenir les solidarités familiales

2.13 Quelles mesures comptez-vous prendre concernant la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées ?

Réponse : la prise en charge de la dépendance est indispensable, elle nécessite la création d'une 5eme branche de notre système social

2.14 Quelles mesures comptez-vous prendre concernant la prise en charge, tout au long de la vie, des personnes en situation de handicap ?

Réponse :

L'AAH a été revalorisée de 25 % sous le précédent quinquennat, l'effort doit se poursuivre . De même pour la mise en œuvre de la loi relative à la citoyenneté des personnes handicapées.

2.15 Quelles actions souhaitez-vous mener pour une reconnaissance des « aidants familiaux » ? Quels dispositifs de soutien effectif vous engagez-vous à mettre en place ?

Réponse :

Maintenir la fiscalité sur les services à la personne

Les former et valider les acquis de l'expérience

créer des lits d'hébergement temporaire pour les soulager et leur permettre de prendre des congès



2.16 Quels seront les financements de ces politiques ?

Réponse :

des cotisations tout au long de la vie sont inévitables

Le droit de la famille

3.1 Envisagez-vous des réformes en matière de droit de la famille ?

Notamment :

- ▶ Êtes-vous favorable au mariage de personnes de même sexe ? non
- ▶ Comptez-vous réformer le PACS ? Quelle distinction comptez-vous maintenir entre le PACS et le mariage ? non , la différence existe !
- ▶ Envisagez-vous de réformer l'adoption ? Êtes-vous favorable à son accès aux couples de même sexe ? non , l'adoption vient d'être réformée ; non pour l'accès aux couples de même sexe
- ▶ Envisagez-vous de créer un statut juridique du « tiers » ou du « beau-parent » ? oui dans l'intérêt de l'enfant

Réponse :

3.2 Reviendrez-vous sur des dispositions adoptées dans la loi votée en 2011 sur la bioéthique ? Plus particulièrement, reviendrez-vous sur les conditions d'accès aux différentes techniques d'assistance médicale à la procréation (couple de sexe différent, vivant et en âge de procréer, dont l'infertilité est due à des raisons médicalement constatées) ? Autoriserez-vous la gestation pour autrui ?

Réponse : non

Améliorer le pouvoir d'achat des familles

4.1 Quelles actions allez-vous mener pour lutter contre l'augmentation de ces dépenses qui affectent fortement le pouvoir d'achat des familles en difficulté et l'équilibre des enfants ?

Réponse : développer l'emploi et la formation .



4.2 Quelles sont vos propositions pour que les familles retrouvent du pouvoir d'achat ?

Réponse :

Le RAS a été créé , l'AAH (et le minimum vieillesse) augmenté de 25 % .le chômage partiel a été financé . les heures supplémentaires ont été défiscalisées. Nous continuerons à aider les familles en difficultés

4.3 Comment lutterez-vous contre l'érosion des prestations familiales ?

Réponse :

???

Prévenir le surendettement

4.4 Pour lutter contre le surendettement, mettez-vous en place, au moyen de la loi, un registre national des crédits aux particuliers ?

Réponse :

oui , la loi votée le préconise ainsi que la CNIL ne s'y oppose pas

Un accès à un logement décent et de qualité pour toutes les familles

4.5 Comment augmenterez-vous la production de logements à des coûts abordables pour les familles aux revenus modestes ?

Réponse : nous avons construit beaucoup de logements entre 2007 et 2012 (115 000 /an) et permis d'augmenter de 30% le COS

4.6 Comment assurerez-vous une meilleure mobilité dans le parc de logement social existant afin de permettre aux familles d'accéder à un logement adapté à leurs besoins et à leurs capacités financières ?



Réponse : Il faut réserver les logements sociaux aux personnes qui en ont besoin , leur demander de déclarer leurs revenus régulièrement , et de partir au dessus d'un certain plafond .

4.7 Sur quels montants annuels d'engagements financiers de l'État (allocations logement et aides à la pierre) vous engagez-vous ?

Réponse : 10 mds minimum , ce qui a été réalisé en 2012

Maîtriser les charges énergétiques

4.8 Quelle politique de tarification des énergies envisagez-vous ?

Réponse : maintenir le tarif social

Mettre en place un programme national contre la précarité énergétique

Réhabiliter les logements pour les isoler

4.9 Quelle sera votre politique d'amélioration de la performance énergétique des logements ?

Réponse :

C'est fait avec le respect des obligations issues du Grenelle et la réglementation thermique qui entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2013 !

Améliorer l'accès aux soins

4.10 Quelles actions mènerez-vous pour que le reste à charge des dépenses de santé ne devienne pas un obstacle à l'accès aux soins ?

Réponse : interdire les dépassements d'honoraires des praticiens libéraux et hospitaliers

Maintenir la CMU et l'aide au paiement d'une mutuelle (déjà augmentée)



4.11 Pensez-vous que ces dispositions sont à la hauteur des enjeux ?

Réponse : elles sont largement à la hauteur des possibilités de l'état

4.12 Êtes-vous favorable à ce que les familles qui représentent les usagers à la CNAM participent à l'évaluation de cet engagement de la convention médicale ?

Réponse : oui

4.13 Si la situation de l'offre de soins en ambulatoire ne s'améliore pas, malgré le dispositif conventionnel, légiférerez-vous sur des mesures plus coercitives ? Lesquelles ?

Réponse : on a déjà pris des mesures notamment sur le financement conventionnel des études et l'augmentation du numerus clausus . attendons les résultats ;

L'accompagnement des parents d'enfants en bas âge

4.14 Que ferez-vous pour renforcer les actions visant à soutenir les parents lors de la grossesse et après la naissance, notamment durant les semaines qui suivent le retour au domicile ?

Réponse : cela existe dans la loi du 5 mars 2007 et c'est très bien mis en œuvre par la PMI

Investir pour la petite enfance

5.1 Combien de nouvelles places d'accueil, répondant aux besoins sur le territoire, vous engagez-vous à créer sous votre mandat ?



Réponse : 200 000 places en plus des 200 000 déjà créées entre 2007 et 2012 incluant l'innovation des crèches d'entreprises et représentant 1, 3 mds ;

5.2 Vous engagez-vous à maintenir le même niveau de financement public actuel en matière d'investissement et de fonctionnement ?

Réponse : oui, nous avons consacré 100 mds à la politique familiale pendant le dernier mandat présidentiel

5.3 Selon vous, quelle instance doit piloter localement les politiques d'accueil du jeune enfant ?

Réponse : La CAF et le CG le font très bien avec les CT

5.4 Maintiendrez-vous le congé parental de trois ans ? Plus largement, améliorerez-vous le congé parental ? Si oui, comment ? Avec quels financements ?

Réponse : oui avec la possibilité de le fractionner pendant les 15 premières années de l'enfant

Soutenir les parents

5.5 Quels sont vos objectifs en matière de soutien à la parentalité ?

Réponse :

Créer des maisons pour les familles pilotées par des bénévoles et des professionnels avec l'UDAF

5.6 Vous engagez-vous à maintenir, voire à renforcer, les financements consacrés aux dispositifs de soutien à la parentalité ?



Réponse : oui

5.7 Vous engagez-vous à garantir la pérennité de ces dispositifs par l'adoption d'une loi ?

Réponse : le budget est voté annuellement et une loi paraît inutile

5.8 Comment entendez-vous organiser la coordination locale de ces dispositifs ?

Réponse : les intervenants doivent pouvoir s'organiser avec souplesse

Autonomie financière des jeunes

5.09 Quelle politique globale de soutien financier des jeunes et de leur famille envisagez-vous ? Sur quels financements ?

Réponse : les étudiants qui en ont besoin ont des bourses désormais sur 10 mois ainsi que l'APL .

Pas favorable à une allocation de ressources pour les jeunes majeurs

5.10 Envisagez-vous d'élargir les critères d'attribution des bourses et d'en augmenter le montant ?

Réponse : non , c'est fait par le 10 eme mois et les critères ont été revus

5.11 Quelles actions mènerez-vous pour favoriser l'entrée des jeunes sur le marché du travail ?

Réponse : revalorisation de l'apprentissage et de la formation professionnelle engagés; financement des investissements garanti par le grand emprunt d'Etat réalisé. Poursuivre dans cette voie.



Renforcer le lien entre famille et école

5.12 Dans votre projet pour l'École, que comptez-vous faire pour mieux garantir un rapprochement entre familles et école ?

Réponse : responsabiliser les parents dans leur rôle éducatif en développant le contrat de responsabilité parentale existant et pas assez appliqué . garantir le service minimum en cas de grève pour permettre l'accueil des enfants. Maintenir les heures supplémentaires de soutien en dehors des heures scolaires

Un accès à une éducation pour tous

5.13 Comment assurerez-vous un accès plus équitable à toutes les formations du secondaire ou aux formations supérieures, quelle que soit la filière ?

Réponse : maintenir les lycées d'excellence créés par le précédent gouvernement et la possibilité pour les élèves de familles modestes d'intégrer les grandes écoles

Nom du candidat : Jean COINTE

Formation politique :UMP

Le cas échéant :

Département :HAUTES ALPES



Circonscription n° : 1

Contact UNAF : familles2012@unaf.fr

